

QUESTION AU GOUVERNEMENT posée par M. Pierre MAUROY
Assemblée Nationale le 13 mai 1987

Monsieur le Premier ministre,

En 1983 le gouvernement français a obtenu des autorités boliviennes que Klaus BARBIE puisse être jugé. Depuis lundi il répond des crimes contre l'Humanité qu'il a commis, en tant que responsable de la gestapo lyonnaise. Son cas relève de l'Histoire.

Par son initiative, mon gouvernement hier, comme le gouvernement aujourd'hui, ne répondait à aucun sentiment de revanche ou de haine. Seul, j'en suis sûr, un souci de justice anime les autorités françaises et les membres du jury. Le jury d'un procès qui doit servir la cause des victimes et non celle des bourreaux, servir notre mémoire collective et non ceux qui la trahissent.

Ce procès suscite une profonde émotion dans le pays. Avec cette page dramatique d'un passé encore récent, ce n'est pas seulement le destin individuel d'un homme qui est en cause, c'est, au delà, le rappel du caractère criminel d'une idéologie de haine et d'exclusion qui devait conduire à la solution finale et à la tragédie, à nulle autre pareille, du peuple juif.

La Résistance française, comme tout combat pour la Liberté, a eu ses ombres mais surtout ses lumières. Celle de Londres, comme celle de l'intérieur, furent l'honneur de la France. Nous ne pouvons laisser salir ceux qui ont eu le courage de se lever et de combattre. Je m'associe pleinement, avec le Groupe socialiste, à ce qu'a bien dit M. CHABAN DELMAS, le Président de notre Assemblée, pour l'honneur des résistants.

Je vous approuve aussi M. le Premier ministre, d'avoir, à ce propos, demandé aux enseignants d'expliquer à leurs élèves le caractère monstrueux des lois racistes et des textes antisémites adoptés par le régime de Vichy.

Monsieur le Premier ministre, le souvenir d'une pareille barbarie commande aujourd'hui nos actes. Je voudrais savoir comment le gouvernement entend agir concrètement pour s'opposer au retour des thèses qui, hier, ont plongé la France et l'Europe dans le deuil et la ruine.

La République a une mémoire. Nous devons nous souvenir. La République est une force. Elle ne doit pas

accepter tout ce qui, directement ou indirectement, contribue au retour de principes, à la propagation d'idées, incompatibles avec la démocratie, avec les droits de l'Homme et l'ensemble des valeurs qui nous sont communes. Or, que voyons-nous :

- la réalité de l'holocauste est ouvertement mise en question dans des conditions ignominieuses, et sur ce point la répression pourrait aller de pair avec un accès facilité aux archives et donc une meilleure transparence sur cette période;

- à Lyon même, des groupes néo-nazis défilent devant les caméras de télévision. Jusqu'où ira l'audace de ceux qui feignent d'oublier ou nient la tragédie innomable et veulent même prendre leur revanche sur l'Histoire ?

Monsieur le Premier ministre, face à ces déferlements, et au moment où le procès de Klaus BARBIE est un plaidoyer pour les victimes et un réquisitoire contre le système criminel, la République a besoin de rigueur et de la plus grande clarté.

Ne pensez-vous pas, Monsieur le Premier ministre, que, pour éviter toute ambiguïté, il conviendrait de retirer définitivement tout projet tendant à remettre en cause notre code de la nationalité? Pourquoi rechercher, sur ce point, la complaisance de l'extrême droite ?

A l'heure où, dans cinq régions du pays, la majorité s'est, de fait, alliée à une formation politique qui cherche à exploiter les peurs irrationnelles provoquées par la maladie, qui prêche officiellement l'exclusion des minorités et la ségrégation sociale, quand ce n'est pas raciale, comment le gouvernement peut-il justifier ses positions face à notre passé commun et la faiblesse de sa majorité devant l'extrême droite ?